

Les métamorphoses de la guerre urbaine à São Paulo

GABRIEL FELTRAN

Au Brésil, la sécurité urbaine n'implique plus simplement « flics et voyous ». Elle prend les allures d'une guerre, avec ses soldats, ses trafics, ses épisodes de violence extrême, ses alliances secrètes et ses intérêts économiques. Mais cette guerre déborde largement les favelas : elle radicalise le jeu politique, remodèle l'État et transforme en profondeur la démocratie brésilienne.

Dans une guerre, le soldat n'agit jamais de son propre chef. Il n'est que la partie visible d'un régime de pouvoir opposé à un autre. Derrière ce soldat et même derrière l'officier qui le commande, on trouve toujours des responsables politiques qui défendent des intérêts et parfois des idéologies. Et derrière ces hommes politiques, il y a toujours des hommes d'affaires.

À São Paulo, l'histoire récente de l'insécurité peut se lire comme la superposition de trois strates d'une même guerre urbaine. À la surface, la violence prend la forme d'une confrontation quasi-quotidienne entre

policiers et jeunes délinquants issus des favelas. Derrière cet affrontement se nouent des négociations entre criminels et policiers corrompus, souvent eux-mêmes entrepreneurs de sécurité privée, qui vendent leur protection aux acteurs des marchés illégaux. Plus profondément encore se profilent de puissants intérêts marchands.

Aujourd'hui, les interactions entre les protagonistes de cette guerre urbaine ont fini non seulement par éroder le monopole de l'exercice de la violence légitime de l'État mais aussi par reconfigurer le paysage politique du Brésil tout entier. Organisations criminelles, policiers corrompus et État sont comme autant de régimes de pouvoir qui se sont autonomisés et négocient entre leur influence respective, sur fond d'une économie mondialisée où les marchés illégaux s'articulent de plus en plus à l'accumulation légale.

Cette situation est le produit d'une histoire longue qui commence dans les années 1930 et que l'on peut découper en trois âges.

De l'ère de la délinquance à celle du crime organisé

Le premier âge, que l'on appellera « l'ère de la délinquance », s'étend de la grande vague d'urbanisation qui touche le pays à partir des années 1930 jusqu'à la fin des années 1980. La criminalité y est alors pensée comme elle l'est en Europe encore aujourd'hui : l'action déviante de petites bandes relativement indépendantes, ancrées dans les périphéries et dotées de ressources limitées. La réponse sécuritaire s'incarne à l'époque dans une répression violente, souvent illégale, exercée par des justiciers liés à des policiers. Autoritaire et illégal, ce modèle de sécurité urbaine est néanmoins jugé efficace par les élites urbaines : les taux de vols, de braquages et d'homicides restent contenus, et un semblant d'ordre social est maintenu.

Serra da Cantareira à São Paulo.
© Wilfredor CC BY-SA 2.0, via Wikimedia Commons



Dans les années 1980, l'afflux massif de cocaïne en provenance de Colombie fait entrer les enjeux de sécurité urbaine dans un nouvel âge, celui du « crime organisé ». L'augmentation forte des revenus criminels transforme les groupes, qui gagnent en structure et en puissance de feu. L'affrontement entre forces de l'ordre, justiciers et groupes criminels s'intensifie, avec pour point d'orgue de rupture le Massacre de Carandiru en 1992, au cours duquel 111 détenus sont tués par la police dans cette prison.

C'est à cette époque qu'émerge dans les prisons de l'État de São Paulo le Premier Commandement de la Capitale (PCC), la plus importante organisation criminelle d'Amérique Latine. En 2002, le PCC abandonne les formes classiques de contrôle territorial armé et de leadership personnalisé pour devenir une fraternité secrète, véritable « franc-maçonnerie » des marchés illégaux, décentralisée et sans direction clairement incarnée. Là où la première génération des groupes criminels latino-américains, incarnée par les cartels colombiens ou le Commandement rouge de Rio, privilégiait l'occupation armée des territoires et l'extorsion, la seconde génération, dont le PCC est l'exemple le plus abouti, cherche plutôt à réguler les chaînes de valeur illégales : production, logistique, distribution et gouvernance des marchés.

Entrois décennies, l'emprise du PCC s'est étendue bien au-delà des prisons de São Paulo. Il régule la violence dans les quartiers périphériques, impose des règles de conduite, arbitre les conflits, fixe les prix sur les marchés illégaux et intensifie la corruption policière. Il contrôle aussi des points logistiques essentiels à la circulation des drogues et des armes à feu, du port de Santos aux frontières avec la Bolivie, le Paraguay et le Venezuela, tout en nouant des partenariats avec des réseaux criminels européens, africains et asiatiques. Il occupe désormais une position centrale dans le trafic transatlantique de cocaïne. Sa capacité à utiliser la coercition est considérable, même si la guerre qui l'oppose à l'État est devenue moins visible.

Face à cette mutation, les réponses politiques restent largement décalées. La gauche continue de considérer la sécurité comme un simple sous-produit des inégalités sociales plutôt que comme un secteur fondamental de l'action publique. La droite quant à elle occupe l'espace avec une politique de répression violente ciblant avant tout les opérateurs de détail, comme si le Brésil se trouvait encore dans « l'ère de la délinquance ». Ni l'une ni l'autre ne saisit pleinement la structure de la gouvernance criminelle contemporaine ni l'expansion des marchés de protection.

Il en résulte un cercle vicieux. Les forces de l'ordre ne parviennent pas à assurer la sécurité et une partie d'entre elles est impliquée dans des dispositifs de protection de l'illégalité. Elles expliquent leur échec à la fois par la puissance du crime organisé et par les contrôles démocratiques qui entraveraient leur capacité de répression. Elles en appellent à l'augmentation de leurs budgets et à un allègement des mécanismes de contrôle afin de mener plus efficacement la « guerre » contre des organisations criminelles.

L'ère des hommes de main et la politisation de la coercition

C'est dans ce contexte que, depuis les années 2010, un troisième âge de l'histoire de cette guerre urbaine s'est ouvert : « l'ère des hommes de main ». Le terme désigne des agents subalternes de la coercition qui se sont progressivement émancipés de leurs patrons politiques et de leurs supérieurs et sont devenus de véritables entrepreneurs politiques autonomes. Dans les périphéries de São Paulo, où le PCC impose une régulation quotidienne extralégale, une nouvelle configuration s'est fait jour. Des policiers de rang inférieur s'allient à d'anciens justiciers pour former de petites armées privées qui leur permettent de s'enrichir.

Ensemble, ils prennent le contrôle du secteur en plein essor de la sécurité privée, tout en mobilisant des ressources publiques pour mener leur « guerre contre la criminalité ». Chaque jour plus puissants et légitimes parmi les classes moyennes et populaires, ils renforcent leur capacité de négociation avec les acteurs criminels, qu'ils extorquent tout en leur permettant de poursuivre leurs activités.

Ces hommes de main combinent une idéologie militarisée et des pratiques économiques ultralibérales, et sont devenus des figures centrales de l'extrême droite brésilienne. Avec l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro en 2019, ils ont eu accès à des ressources publiques considérables et sont même parfois parvenus à accéder au pouvoir dans certains des principaux États fédérés, brouillant encore un peu plus la frontière entre État, marché et activités criminelles.

Parties de São Paulo, ces formes de collusion ne s'y limitent plus. On a désormais affaire à un réseau national d'acteurs issus du monde de la sécurité publique, désormais structuré politiquement par l'extrême droite et inséré dans des circulations transnationales. Le pouvoir de ce réseau est aujourd'hui largement accepté, voire légitimé par une société brésilienne profondément marquée par des expériences répétées d'insécurité et de violence.



Corps alignés au sol à la suite d'une opération policière meurtrière contre le trafic de drogue dans la favela de Penha, à Rio de Janeiro, Brésil, October 29, 2025. © RICARDO MORAES / REUTERS.

Pendant ce temps, la fiction d'une opposition frontale entre le crime organisé et les forces de l'ordre prévaut encore dans l'opinion, ce qui conforte des stratégies policières visant principalement les échelons inférieurs des marchés illicites sans s'attaquer au PCC ou aux autres groupes du crime organisé, et encore moins aux acteurs politiques et économiques corrompus. Les exécutants arrêtés ou tués sont rapidement remplacés, et les organisations continuent de fonctionner, en prison comme à l'extérieur.

L'autonomisation de ces acteurs armés – organisations criminelles et hommes de main – a profondément transformé la scène politique et l'État brésiliens. Devenus à la fois entrepreneurs de la coercition et acteurs institutionnels, les hommes de main ont transformé la coercition en capital électoral. Portés par la radicalisation de la droite, d'anciens justiciers et policiers accèdent ainsi à des mandats et au sommet de l'appareil sécuritaire. À São Paulo, le secrétaire à la Sécurité publique, le plus haut responsable gouvernemental dans le domaine, en fonction depuis 2023, est impliqué dans seize exécutions douteuses intervenues alors qu'il officiait au sein de la police militaire. Et il se vante d'avoir un bilan encore plus élevé. La violence autrefois dissimulée devient ainsi une ressource ouvertement revendiquée dans l'espace public.

On a ainsi progressivement vu émerger une nouvelle élite politique qui promet à la fois de débarrasser le pays de la corruption des anciens dirigeants et d'éradiquer le crime organisé. Elle se présente comme l'avant-garde d'une restauration morale, voire d'une « contre-révolution » et légitime un état d'exception diffus au nom d'une guerre permanente contre la criminalité. À l'échelle nationale, cette recomposition est manifeste : de Michel Temer¹ à Jair Bolsonaro,

en passant par Alexandre de Moraes², Hamilton Mourão³ ou Tarcísio de Freitas⁴, les figures issues de l'univers sécuritaire occupent des positions centrales. Leur langage et leur légitimité s'ancrent dans cette économie de la coercition devenue véritable matrice politique.

La montée en puissance de ces figures bouleverse la grammaire de la jeune démocratie brésilienne, qui depuis les années 1980 était parvenue à se stabiliser et dans laquelle les identifications partisans étaient fortement articulées à l'appartenance de classe. L'émergence d'un pôle structuré autour des hommes de main devenus entrepreneurs de la sécurité, largement rassemblés à l'extrême droite, recompose cet espace et conduit à des alliances auparavant improbables. Pour contenir cette dérive à l'extrême droite, des élites libérales s'allient par exemple à des forces syndicales, moins autour d'un projet partagé que dans le rejet de ces nouveaux concurrents.

Dans les marges des villes, les affrontements entre groupes armés locaux et forces coercitives autonomisées se poursuivent. Dans ce contexte, la conception de la sécurité comme guerre s'enracine. Cette réalité s'est imposée de manière cruelle en octobre 2025, non plus à São Paulo mais à Rio de Janeiro cette fois. Ce jour-là, une opération policière de grande ampleur dans une favela a fait 119 morts, rencontrant une approbation sociale massive et un large soutien politique à l'extrême droite. _

2 | Ministre de la justice puis juge du Tribunal suprême brésilien qui a condamné Jair Bolsonaro.

3 | Général de réserve après quarante-six années dans l'armée, il a été vice-président de Jair Bolsonaro de 2019 à 2022 et siège depuis 2023 au Sénat pour le Rio Grande do Sul.

4 | Ancien capitaine de l'armée et ministre des Infrastructures de Jair Bolsonaro, il est gouverneur de l'État de São Paulo depuis 2023 et l'une des principales figures de la droite bolsonariste.

1 | Juriste et dirigeant du centre droit, il a été vice-président de Dilma Rousseff avant de lui succéder à la présidence de la République entre 2016 et 2018, à la suite de sa destitution.